



Comité Départemental d'Action Sociale



Jeudi 11 avril 2024

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

M. Lemaire a annoncé un plan de 10 milliards d'économies sur les dépenses de l'État dont cinq pour la seule fonction publique. Aucune possibilité donc d'améliorer les carrières des fonctionnaires en 2025 alors qu'est d'ores et déjà annoncée une coupe supplémentaire de 20 milliards.

Nous comprenons mieux pourquoi Stanislas Guérini, ministre de la Transformation et de la Fonction publique, refuse de mettre en place des mesures générales comme la revalorisation du point d'indice et veut remettre en cause les fondements statutaires de la rémunération pour instaurer le salaire au mérite.

Dans sa déclaration de politique générale, le Premier ministre M. Attal a annoncé vouloir «désmicardiser» l'économie, et de permettre aux travailleurs de gagner correctement leur vie. Nous rappellerons simplement à M. Attal qu'un fonctionnaire sur cinq est payé au SMIC dans la fonction publique.

En 25 ans, les agents publics ont perdu 27% de leur rémunération en euros constants principalement à cause du gel du point d'indice. Cela suffit !

Dans cette période particulièrement difficile financièrement pour les agents du Ministère, **FO Finances 83** continue de revendiquer une Action Sociale de haut niveau en tant que priorité ministérielle.

De plus en plus d'agents du Ministère des Finances rencontrent des difficultés financières, des situations de fragilité sociale. Le rôle de l'action sociale est donc plus que jamais majeur. Pour nous, l'action sociale est un élément essentiel de cohésion sociale. Il est inacceptable qu'elle puisse être fragilisée.

FO Finances 83 exige donc toujours une politique ambitieuse de l'action sociale pour tous les agents, les actifs et les retraités, sur tout le territoire concernant, entre autres :

- la restauration collective,
- la revalorisation des titres restaurant et de la participation de l'État,
- une offre vacances-famille permettant à tous les agents d'en bénéficier,
- et enfin, des crédits d'action locale (CAL) permettant la mise en place de véritables actions locales initiées par les CDAS.

Lors du précédent groupe de travail et compte tenu de l'inflation, nous avons tous pu constater les difficultés nouvelles et la faible marge de manœuvre qui est la nôtre pour offrir un programme de sorties à tous les bénéficiaires de l'action sociale du Var.

Cela n'a rien d'étonnant puisque, comme pour 2023, l'augmentation du budget est malheureusement très en deçà de l'inflation.

Aussi, **FO Finances 83** continue de marteler que nous ne pouvons accepter la réserve ministérielle, dont nous pouvons déjà être certains de ne jamais voir la couleur, compte tenu de l'annonce des 10 milliards d'économies à faire sur le dos du service public et des agents publics !

Dans un contexte de suppressions d'emplois, de détérioration des conditions de travail, de diminution du pouvoir d'achat des fonctionnaires, **FO Finances 83** rappelle donc, l'importance d'une action sociale de qualité au plus près des agents actifs et retraités avec des moyens budgétaires et humains alloués en conséquence.

Au plan local, les chantiers sont importants et multiples :

- assurer la pérennité de la restauration collective très fragile dans le département notamment à Saint Bernard où le restaurant administratif est en sursis
- les logements sont aussi un sujet préoccupant pour les nouveaux arrivants mais pas seulement,
- les actions envers les actifs grands oubliés de l'action sociale varoise,
- et bien sûr l'arbre de Noël auquel **FO Finances 83** tient beaucoup.

Nous aurons des choix à faire très rapidement pour l'utilisation du solde de notre CAL et pour appréhender au mieux l'année 2024.

